Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Jean-Loup Izambert et Claude Janvier – Covid-19, le bilan en 40 questions

Par Jean-Loup Izambert et Claude Janvier
Mondialisation.ca, 05 décembre 2022
Le Saker francophone 3 décembre 2022

Thème: Désinformation médiatique, Droits humains et État policier, Science et médecine
Analyses: COVID-19

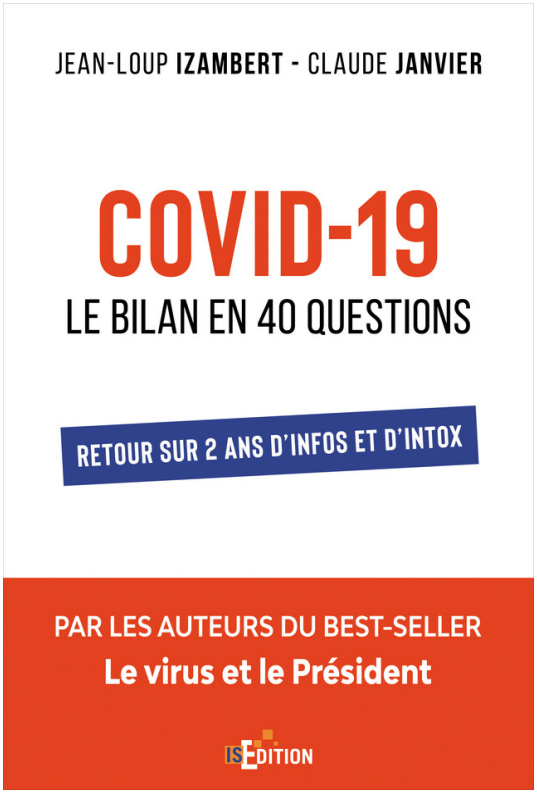
On s'était quitté avec un précédent livre, *Le virus et le président*, et nos 2 auteurs ont remis le couvert sur le même sujet de la crise sanitaire dite de la Covid-19. Comme indiqué en couverture, il s'agit d'un retour sur 2 ans d'infos et d'intox.

Les 40 questions sont organisées par thèmes, virus, masques, tests, vaccin. Les auteurs nous font part de leur voyage dans cette pandémie, leurs rencontres, les sources, leurs réflexions sur tous ces sujets.

On a donc une forme d'état des lieux, de quoi s'armer moralement, intellectuellement pour la suite si nos dirigeants souhaitent encore poursuivre les hostilités.

On a par exemple assisté au début de cette pandémie à une utilisation très fallacieuse des statistiques pour noyer la capacité des gens à se représenter la crise dans le temps. Le travail de ce livre est aussi de montrer que le temps joue pour la vérité car les études indépendantes, citées régulièrement, commencent à sortir et alimentent progressivement une opposition structurée à la pensée unique sur la crise sanitaire.

La blitzkrieg et la guerre de mouvement des 1ers mois laisse place à une guerre de tranchée plus à notre avantage. Cette impressionnante collecte de faits et de témoignages nous le démontre. Le rapport de force s'équilibre.



Covid-19, le bilan en 40 questions



Interview des auteurs

Bonjour Messieurs, quel a été l'accueil du 1er livre *Le virus et le président* ? Était-ce un livre pour la dissidence ou a-t-il trouvé sa place auprès d'un lectorat plus large ?

Jean-Loup Izambert : Le virus et le président, réalisé dans l'enquête et l'écriture avec l'écrivain essayiste Claude Janvier, a pu gagner un lectorat plus large grâce au soutien de nombreux sites Internet, de blogs et de médias de la presse libre. Commercialisé en décembre 2020, il était vendu à plus de 5 200 exemplaires à la fin du mois de décembre 2021. Depuis il continue à se vendre et nous devrions approcher les 8 à 10 000 exemplaires à la fin 2022. Le scandale Ivermectine, seule enquête journalistique complète de langue française sur le médicament interdit qui soigne de la Covid-19, a notamment été médiatisé par la revue Nexus dont le journaliste Philippe Donnaes a rendu compte à ses lecteurs sur huit pages[1].

En plus de sites Internet de médias libres comme Kairos (www.kairospresse.be) en Belgique ou le Centre de recherche sur la mondialisation au Canada (www.mondialisation.ca), des revues professionnelles comme le British Ivermectin Recommendation Development – BIRD – (www.bird-group.org), groupe de scientifiques de plusieurs pays basé en Angleterre, les publications de la Ligue nationale pour la liberté de vaccination (LNPLV) ou la revue mensuelle suisse Santé Libre ont également relayé la parution de mon enquête et son contenu. De même, *Covid-19 – Le bilan en 40 questions*, le troisième ouvrage de notre trilogie, reçoit un très bon accueil. Nous sommes sollicités par des sites Internet, associations et librairies pour des interventions et conférences-débats. Les trois ouvrages de cette trilogie sont appréciés par les lecteurs puisqu'ils sont tous cotés entre quatre et cinq étoiles sur les principaux sites de vente par correspondance. Ce sont de bonnes ventes quand on sait qu'en France la vente moyenne par titre se situe à 4 090 exemplaires toutes catégories confondues avec les ventes les plus importantes réalisées en bandes dessinées, fiction jeunesse et littérature.

De plus ce résultat est obtenu sans qu'un seul média d'information politique et générale ait

relayé ces parutions. Les obstacles à franchir pour l'édition de quatorze enquêtes d'investigation que j'ai publiées depuis 1998 comme celles réalisées avec mon complice Claude Janvier et mes cinquante années de journalisme sont des atouts précieux pour placer le livre au cœur du débat social. Nous comptons bien amplifier encore cette dynamique avec les prochains livres auxquels nous travaillons.

Parmi toutes ces références au fil du livre, les multinationales de la santé semblent être devenues des pieuvres aux capacités de corruptions sans limites. Peut-on imaginer un jour s'en débarrasser ?

Jean-Loup Izambert : La question posée pour les sociétés transnationales de la santé vaut pour celles d'autres secteurs d'activité comme la finance, l'agro-alimentaire, l'énergie ou la santé publique. Il s'agit de mettre l'activité de ces sociétés transnationales au service de l'intérêt général – entreprise, salariés, environnement de l'entreprise – et non au seul profit de leurs gros actionnaires. Par exemple, il est parfaitement anormal que le groupe pharmaceutique Sanofi qui a perçu 1,5 milliard d'euros de fonds publics en dix ans au titre du crédit d'impôt recherche ait supprimé sur la même période près de la moitié des effectifs de chercheurs qui sont passés de 6 387 en 2010 à 3 905 en 2020. Il est également anormal que, quelques semaines après avoir distribué quatre milliards d'euros de dividendes aux actionnaires, les dirigeants de ce même groupe du CAC 40 annonce, le 26 juin 2020, une nouvelle suppression de 1 700 emplois en Europe, dont un millier en France.

Ceux-ci, dont le groupe bénéficie du soutien de la puissance publique, ont même engagé un plan *« d'économie »* de deux milliards d'euros notamment par l'arrêt de la recherche sur le diabète et le cardiovasculaire ! C'est le choix du *« tout actionnaire »* anglo-saxon contre l'entreprise pérenne au service de l'intérêt général. Face à cette entreprise de liquidation nationale, qui vaut pour de nombreux autres secteurs économiques, que faire ? Comme a pu le dire Hervé Sérieyx, ancien dirigeant de grands groupes, haut fonctionnaire et auteur de nombreux ouvrages sur l'organisation d'entreprise, *« par simple souci d'efficacité économique, il s'agit de passer du « personnel-instrument » au service de l'organisation à « l'organisation-instrument » au service des personnes »*[2]. Voilà qui pose la question de la propriété sociale des entreprises qui est intimement liée à celles de la formation, des connaissances, de la culture et de l'engagement de ceux qui en font la richesse. C'est la raison pour laquelle le révolutionnaire russe Lénine appelait les étudiants et travailleurs à *« apprendre, encore apprendre toujours apprendre »* et qu'il estimait que *« le régime des coopérateurs civilisés est le régime socialiste. »*

L'État n'a pas à régler autoritairement cette question par décret. Par contre, il lui appartient de créer les conditions législatives permettant la gestion démocratique des entreprises dans un intérêt général. Libre après aux salariés de ces groupes comme Sanofi de demander la nationalisation de l'entreprise en débattant et proposant les principes de leur restructuration ou pas. Sans cette initiative de base l'activité de l'entreprise continuera dans la logique capitaliste purement financière d'accumulation du capital au seul profit de ses gros propriétaires privés, principalement étrangers, et ses salariés resteront cantonnés au rôle de quémandeurs épisodiques d'emplois et d'augmentations salariales. Bien évidemment, ces dispositions législatives ne peuvent voir le jour qu'avec des élus du peuple ayant pour priorité la souveraineté économique du pays au profit de l'intérêt général et non avec des politiciens qui jouent à cache-misère avec le pouvoir en étant surtout préoccupés d'intérêts claniques ou de faire carrière dans les institutions de l'Union européenne. Il ne s'agit pas de remplacer des énarques de droite par des énarques de gauche et inversement

pour perpétuer la même gestion selon les mêmes critères uniquement financiers avec les mêmes structures hiérarchiques lourdes. Seul un puissant mouvement populaire conscient des mesures à mettre en œuvre – mesures d'urgence, à moyen et long termes – pour rompre avec le capitalisme permettra de changer l'ordre des choses.

On trouve au fil des pages beaucoup de références ou entités extra ou supra-nationales qui montent en puissance crises après crises. Est ce une accélération du projet globaliste ou sa désintégration à moyen terme comme le parasite qui meure d'avoir tué son hôte ?

J-L.I. : C'est une accélération car l'hégémonie étasunienne et son monde unipolaire, l'U.S. Imperium, est en train de s'écrouler. C'est la raison pour laquelle l'arrogance des dirigeants impérialistes de Washington et des atlantistes de l'Union européenne se manifeste désormais par une guerre totale contre les peuples qui s'opposent à leur diktat financier, économique et culturel. Au fil des décennies la concentration du Capital s'est accompagnée du renforcement du rôle de l'État, non comme serviteur du bien commun mais comme protecteur autoritaire de l'enrichissement et des privilèges des grands propriétaires privés des moyens de financement, de production et d'échange. L'économie du *« cœur de système »*, celle des États-Unis, implose et est devenue complètement fictive. Leurs dirigeants ne peuvent plus rembourser leur dette totale abyssale qui n'est pas, contrairement à ce qu'écrivent certains journalistes, de 30 000 milliards de dollars mais se situait à hauteur de 93 100 milliards de dollars au début du mois de novembre 2022 ![3]

Pour sauver les meubles, à chaque législature le Congrès augmente le plafond de la dette afin de pouvoir au moins payer les fonctionnaires. Mais augmenter le plafond de la dette ne l'empêche pas de continuer de s'alourdir et faire tourner la *« planche à billets verts »*favorise la dépréciation continue du dollar. Dans le même temps la Fédération de Russie dédollarise son économie et de grands pays comme la République populaire de Chine font de même. L'École de Guerre Économique de Paris constatait à la fin de l'année 2021 que si 90% des transactions l'étaient en dollars en 2015 elles ne l'étaient plus qu'à hauteur de 51% en 2019 puis à 46% début 2020[4]. De grandes économies comme celles de l'Inde, du Brésil, de l'Afrique du Sud, de la République islamique d'Iran et d'autres ont rejoint ce mouvement d'émancipation financière.

Et, en 2021, selon un rapport du Fonds Monétaire International (FMI), la part du dollar U.S. dans les réserves des banques centrales a chuté de 70% à 59%. C'est son plus bas niveau depuis 25 ans, au profit d'autres devises tel que l'euro mais surtout du rouble, le renminbi (yuan) et l'or. Actuellement cette tendance se poursuit, le dollar flambe et les États-Unis sont entrés dans un état de survie artificielle. La situation commencera à devenir intéressante quand leur président devra remplir une brouette de dollars pour s'acheter un big mac. Bien sûr la désintégration du système ne se fera pas d'elle-même et tout dépend de la volonté des peuples de mettre en chantier un nouveau système d'organisation politique et de gestion de la société au profit de leurs populations. C'est ce que font, pas à pas, les pays membres de l'Organisation de la coopération de Shanghai avec d'autres organisations.

Les dirigeants occidentaux ont perdu leur atout maître semble-t-il, cette sidération qui bloquait les capacités de réflexion. Qu'en est-il des gens du quotidien ? Indifférence, colère, acceptation ? Où en est-on des phases du deuil de la narrative officielle ?

J-L.I. : Ainsi que nous le rapportons dans notre enquête *Covid-19 – Le bilan en 40 questions*,

nous avons constaté en allant au devant des gens pendant près de deux années que depuis le début de l'année 2020 la manière de penser a beaucoup évolué. Il y eut dans un premier temps cette surinformation composée de désinformation et de fausses informations diffusées par de nombreux politiciens, fonctionnaires et la plupart des médias d'information politique et générale. Vers la fin de l'année 2021, malgré cette pression le discours d'une majorité des personnes rencontrées, de toutes catégories professionnelles et dans différentes régions, a changé. La méfiance vis-à-vis du discours officiel est manifeste et s'est renforcée au fil des mois. Nous rappelons à ce sujet que selon le rapport annuel 2020 du *Reuters Institute Digital News* qui analyse les relations des populations avec leurs différents médias, sur 40 pays, la France se classe à la 39e place !*«La confiance dans l'information en France est parmi les plus faibles (23 %) en Europe »*, soit le plus bas niveau de confiance des pays occidentaux ont constaté les enquêteurs.

Cette méfiance s'est accompagnée d'une volonté de chercher des réponses aux questions posées par la situation et surtout de savoir comment défendre ses droits face aux mesures gouvernementales, votées la plupart du temps par des minorités de députés. C'est la raison pour laquelle *Covid-19 – Le bilan en 40 questions* se distingue des quelques 400 livres parus sur ce sujet. Nous ne nous contentons pas de donner la parole à des chercheurs, des médecins, des analystes, des journalistes d'investigation mais donnons des contacts, faisons intervenir des avocats, des dirigeants d'associations qui conseillent les lecteurs pour les aider à faire respecter leurs droits. Les actions du mouvement associatif, de médecins comme ceux de *« Touche pas à mon doc »*(www.tpmd.fr), d'avocats mais aussi de citoyens venus d'horizons très divers – bonSens.org, Association internationale pour une médecine scientifique indépendante et bienveillante, Ligue nationale pour la liberté de vaccination, Réaction 19, etc. – pour agir sur les mêmes objectifs ont favorisé cette prise de conscience.

Nous rencontrons des situations catastrophiques causées par les mesures gouvernementales mais aussi d'autres, formidables, où les gens se groupent pour s'opposer avec détermination aux décisions du pouvoir. Par exemple, les salariés et les dirigeants de l'entreprise Paccard, les célèbres fondeurs de cloches de Haute-Savoie, rencontrés lors d'une conférence-débat dans leur entreprise, ont fait front commun pour refuser les mesures gouvernementales, y compris en s'opposant aux interventions répétées de la gendarmerie. C'est un bel exemple de solidarité et de résistance. Il y en a ainsi de très nombreux autres à travers tout le pays dont peu de médias informent les lecteurs. De la presse que nous analysons régulièrement, il appert que le mensuel Initiative Communiste du PRCF (www.initiative-communiste.fr), qui a présenté notre travail, est le seul journal qui rend compte chaque mois de ces luttes sur plusieurs pages. C'est un média précieux pour ceux qui, comme nous, souhaitent interpeller les gens, porter le débat, susciter la réflexion et appeler à l'action.

Pour revenir à l'actualité, l'opération spéciale russe semble avoir complètement dérouté ou pris de cours les dirigeants globalistes qui poussaient derrière l'opération Covid-19, le passe sanitaire, la censure. Comment analysez-vous la situation géopolitique actuelle dans l'optique des mesures sanitaires actuelles et à venir ?

J-L.I. : L'hyper concentration du capital dans les sociétés capitalistes s'est accompagnée d'une aggravation de la crise, non plus conjoncturelle mais structurelle. C'est-à-dire qu'elle touche indéfiniment tous les aspects de la société : politique, finance, économie, social, culturel, moral. Pour perdurer l'impérialisme en crise n'a plus que la guerre totale dans tous ses états : guerres politique, diplomatique, économique, financière, culturelle, médiatique et au final militaire. Telle est la Troisième Guerre mondiale qui est en cours, tantôt

insidieusement, tantôt très brutalement qui a déjà détruit des pays entiers et fait des millions de morts et de personnes déplacées. C'est la fin du monde unipolaire et le conflit ouvert en Ukraine au cœur de l'Europe par les centres impérialistes politiques et économico-financiers va changer la carte du monde.

Le danger réside dans la volonté hégémonique des impérialistes de Washington qui savent que leur système est en déclin continu. Mentalement et par nécessité de survie ils refusent cette réalité et s'imaginent encore pouvoir régenter le monde comme ils pillèrent la Banque Nationale d'Haïti en décembre 1914 pour imposer leur dictature à *« la perle des Antilles »*. Sauf que la Fédération de Russie ou la République populaire de Chine et leurs alliés à travers le monde ne sont pas de pauvres Haïtiens sans défense. Aussi, pour éviter un affrontement direct avec la Russie qui serait catastrophique pour l'humanité, ils jettent les peuples les uns contre les autres et s'aventurent dans une guerre pour diviser l'Europe sans voir que Kiev va devenir leur nouveau Kaboul. Aussi les mesures sanitaires actuelles ou à venir ne sont que prétexte pour contrôler le peuple sans aucune justification scientifique.

On parle moins de la guerre des vaccins, tout juste des confinements en Chine. Où en est la pandémie de part le monde ?

J-L.I. : L'épidémie fut grandement exagérée par les politiciens et les médias occidentaux. Elle s'est éteinte naturellement dans la plupart des pays. Je répondrai précisément à votre question en argumentant sur cinq points :

Où en est la pandémie au plan mondial ?

Selon les statistiques officielles transmises par les États, de 2020 à octobre 2022, 6,59 millions de personnes seraient décédées de la Covid-19 pour 635 millions de cas déclarés avec 12,9 milliards de doses de vaccins injectées dans une population d'environ 8 milliards d'habitants.

Que valent ces chiffres ?

Ils ne veulent pas dire grand-chose en dehors du fait que le nombre de décès dus à la Covid-19 a été grandement exagéré. Le nombre de cas déclarés est produit par l'utilisation du test RT-PCR. Or, où qu'il soit pratiqué, ce test ne peut pas dire si vous êtes infecté ou pas et encore moins si vous êtes contagieux ou pas ! La plupart des résultats de ces tests sont faux. Des scientifiques expliquent pourquoi dans *Covid-19 – Le bilan en 40 questions*.

Y a-t-il eu réellement 6,59 millions de personnes décédées de la covid-19 ?

Concernant le nombre de décès, toutes les personnes déjà malades pour lesquelles il y avait un soupçon d'infection par le SRAS-Cov-2 avec un faux résultat de test RT-PCR ont été automatiquement déclarées décédées *« de »* la covid-19. Cela a pour conséquence de produire de fausses statistiques en amplifiant grandement le nombre de morts attribués à la covid-19. Cherchez à qui profite le crime… Il y a une différence entre décéder *« de »* la covid-19 ou *« avec »*. En effet, en 2 ans 10 mois d'épidémie, 6,59 millions d'individus très âgés et souvent déjà malades ont été déclarés décédés *« de »* la Covid-19. Or, les données publiées par différents pays montrent toutes que 88% des décès déclarés *« de »*la covid-19 auraient pu être attribués à une comorbidité et 12 % à la seule Covid-19. Cela veut dire qu'en 2 ans et 10 mois 1 million de décès environ peuvent être attribués de manière presque certaine à la Covid-19.[5]

Ce million de décès fait-il de la Covid-19 une maladie très dangereuse ?

En aucun cas. A titre de comparaison : Près de 10 millions de décès dus aux cancers[6], 8,9 millions de décès dus aux maladies cardiaques, 2,6 millions dus aux infections des voies respiratoires basses, 2 millions de nouveaux-nés décédés suite à des affections néonatales, 1,5 million suite à des maladies diarrhéiques[7]. Et *« chaque jour 25 000 personnes meurent de faim »*, rappelle John Holmes, sous-Secrétaire aux affaires humanitaires des Nations Unies[8]. L'édition 2022 du rapport de l'ONU sur *« L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde »* rapporte que *« 828 millions de personnes souffraient de la faim en 2021 – soit 46 millions de plus qu'un an auparavant et 150 millions de plus qu'en 2019. »* Quelle campagne de presse dans les médias occidentaux sur les quelque 2,3 milliards de personnes (29,3% de la population mondiale) qui sont en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave[9] ? Et pour dénoncer les responsables des *« plus de 13 millions de décès dans le monde chaque année [qui] sont dus à des causes environnementales évitables »*[10] ? En réalité le nombre de décès réellement attribués à la Covid-19 est inférieur à celui de la grippe saisonnière en temps normal sur deux années au niveau mondial : environ 1,2 million de décès en moyenne sur deux années[11].

Les vaccins à ARN messager ont-ils permis de stopper l'épidémie ?

En aucune manière. On constate que les pays d'Europe et d'Amérique du Nord, les plus vaccinés avec les produits à ARNm, sont ceux qui ont le plus de difficultés à sortir de l'épidémie. Ces produits expérimentaux ont été présentés par les politiciens de Washington, dirigeants de sociétés transnationales pharmaceutiques et de l'Union européenne comme la solution contre la maladie Covid-19. Ils ont été achetés avec des fonds publics à hauteur de dizaines de milliards d'euros sur la base de contrats quasi-secrets et sans aucun débat parlementaire. En, réalité ces produits s'avèrent très dangereux. Les chiffres sur les effets secondaires commencent à être rendus publics, documentés, et de plus en plus de voix s'élèvent contre cette tromperie qui apparaîtra comme le plus grand scandale sanitaire que le monde ait connu. Rien qu'en France, l'Agence nationale de sécurité des médicaments et des produits de santé (ANSM) recense depuis le début de la campagne d'injections 2 600 effets secondaires graves par semaine dont 25 à 28% sont très graves. Et, il faut savoir, ainsi que l'expliquent des chercheurs dans *Covid-19 – Le bilan en 40 questions*, que ce nombre ne représente que de 1 à 5% du nombre réel de ces effets secondaires ! En Allemagne, la société d'assurance maladie BKK ProVita (BKK) estime que, selon les données des patients, les effets secondaires de la vaccination sont au moins dix fois plus fréquents que ceux rapportés par l'Institut Paul Ehrlich, l'agence fédérale allemande de la santé qui surveille la sécurité des vaccins et des biomédicaments : 244 576 cas d'effets secondaires pour la seule année 2021[12] !

Selon une intervention d'Andreas Schöfbeck, membre du conseil d'administration du BKK, si les chiffres sont extrapolés sur un an pour l'ensemble des 83 millions d'Allemands, ce sont 2,5 à 3 millions de personnes qui ont reçu en Allemagne un traitement médical pour les effets indésirables secondaires d'un vaccin à ARNm.
Avec près de 347 millions de tests positifs non fiables mais déclarés en dix mois de l'année 2022 dans une population mondiale de 8 milliards d'habitants qui avait déjà reçu 9,2 milliards de doses de vaccins en 2021, il appert que la contamination n'a jamais été réduite par ces produits à ARNm. Bien au contraire, on observe qu'elle a été 4 fois plus importante

en 2022 sur des populations vaccinées qu'en 2020 sans vaccin ! Le slogan *«Tous vaccinés, tous protégés»* répété par les politiciens, responsables d'administrations, dirigeants de sociétés transnationales pharmaceutiques occidentales et des médias était donc mensonger. La grande majorité des contaminations et des décès de l'année 2022 l'a été dans des pays très vaccinés d'Europe et d'Amérique du Nord. L'Europe occidentale est d'ailleurs restée l'épicentre de l'épidémie depuis plus d'un an, sans discontinuer. Cela prouve que la stratégie du tout vaccinal n'a pas fonctionné. De plus en plus de français qui commencent enfin à comprendre qu'ils ont été trompés et entrent dans un cycle sans fin de vaccinations sans aucun bénéfice pour leur santé renoncent aujourd'hui à la 3ème ou à la 4ème dose de rappel. L'épidémie est donc terminée et les vaccins à ARNm s'avèrent être ni efficaces ni sûrs et en plus dangereux. Il n'y a que la direction de l'Organisation mondiale de la santé et les dirigeants de l'Union européenne, notamment les français, pour fermer les yeux.

Page 222, Il y a un passage fort intéressant sur la vaccination et l'armée française. Après les échos autour de l'armée américaine, ça tombe très mal pour les armées de l'OTAN avec les tensions à l'Est. Qu'en est il de la troupe derrière la censure médiatique ? Est-ce un potentiel cygne noir ?

J-L.I. : Lorsque nous avons rédigé notre enquête le mouvement en faveur des infirmières et des sapeurs-pompiers qui ont été exclus de leur métier du jour au lendemain, privés de salaire et de droits, car ils refusaient de se faire injecter un produit expérimental, n'avait pas encore l'ampleur qu'il prend aujourd'hui. De même, pour les médecins poursuivis par leur Conseil de l'ordre et qui sont suspendus ou radiés car ils ont sauvé des vies avec l'Ivermectine ! Il existe une banque mondiale de données sur l'Ivermectine (www.ivmmeta.com) gratuitement accessible qui indique qu'au mois d'octobre 2022, 98 études ont été réalisées par 1014 chercheurs à travers le monde sur 134 223 patients. Toutes les conclusions de ces recherches sont concordantes sur la sûreté et l'efficacité de ce médicament. De plus, une quarantaine d'État ont éradiqué la maladie Covid-19 en ne suivant pas la recommandation de l'OMS publiée dans un rapport falsifié mais en se référant aux études scientifiques. La situation est identique pour les militaires qui ont été exclus de l'armée pour les mêmes raisons ainsi qu'en témoigne courageusement un officier dont nous rapportons les explications. Enfin, nous trouvons scandaleux qu'une majorité de partis politiques et de syndicats n'ait pu initier une démarche commune pour la réintégration immédiate de ces citoyens – médecins, infirmiers, sapeurs-pompiers, militaires, gendarmes, etc. – qui consacrent leur vie à sauver celle des autres 24 heures sur 24 dans des conditions de plus en plus difficiles. Ceux qui soutiennent les mesures gouvernementales ou se défilent n'en sortiront pas grandis. Les députés communistes ont déposé une proposition de loi le 25 juillet dernier demandant l'abrogation des dispositions de la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relatives à l'obligation vaccinale et la réintégration immédiate des agents du service public suspendus en conservant l'état d'avancement qui était le leur au moment de leur suspension. Qui en parle ?

Quels sont vos réflexions plus personnelles sur le sens que l'on peut attribuer à ces 2 dernières années ?

J-L.I. : La tentative de contrôler le marché des vaccins, de renforcer les mesures de surveillance, de privatiser des secteurs entiers de l'Administration, de ficher et contrôler les citoyens et d'attaquer la Fédération de Russie par Ukraine interposée ont les mêmes commanditaires : des grands propriétaires privés anglo-saxons de la finance et de l'économie. Ces événements caractérisés par leur agressivité et leur mépris des peuples

traduisent leur fébrilité devant la fin de règne de leur système hégémonique. Celui-ci est en situation d'affrontement avec l'évolution scientifique, technique, sociale de la société. Alors que le Capital se concentre et que leurs centres de décisions accompagnent inévitablement cette tendance, la société aspire au contraire a des avancées démocratiques pour gérer ses affaires, s'émanciper, vivre mieux. Les impérialistes s'accrochent à leur hégémonie en déclin comme l'ancienne noblesse à ses privilèges avant la Révolution de 1789 ou la bourgeoisie russe avant celle d'octobre 1917.

Les risques d'un nouveau conflit majeur n'ont jamais été aussi grands depuis la Seconde Guerre mondiale car ceux-ci sont aujourd'hui associés à la dégradation du fonctionnement des organisations internationales, à la substitution du droit international à de prétendues règles décidées unilatéralement par les dirigeants de Washington, et à l'érosion des principes de sécurité collective. La période historique de domination sans partage de l'Occident sur les affaires mondiales touche à sa fin et le monde unipolaire appartient déjà au passé. Mais, cela ne veut pas dire que ce système va s'écrouler tout seul. Aujourd'hui, la plupart des nations ne sont plus disposées à supporter l'U.S. Imperium. Les forces de la rupture et de la construction doivent éclairer sur les changements nécessaires et les moyens d'y parvenir. Les chemins empruntés par les peuples pour changer l'ordre des choses sont différents et varient selon leur culture et leur Histoire. Dans ce contexte, il est remarquable de voir des pays comme la Fédération de Russie, la République de l'Inde, la République islamique d'Iran, le Brésil, la République populaire de Chine, et bien d'autres, à l'Histoire, à la culture et aux systèmes politiques très différents, travailler ensemble pour réaliser, dans tous les secteurs, des coopérations mutuellement avantageuses pour le progrès et la paix de leurs peuples. Les avancées politiques, économiques, sociales, culturelles créées par l'Organisation de coopération de Shanghai – OCS – (www.eng.sectsco.org) sont aussi d'une importance capitale par ce qu'elles nous enseignent et nous suggèrent pour l'action.

Voilà ce que ne supportent pas les dirigeants de l'U.S. Imperium à la vieille mentalité colonialiste dont *« l'American way of life »* s'enterre dans la crise et la guerre. Les autres organisations plurinationales qui gravitent autour de l'OCS renforcent cette dynamique initiée à partir de 1996 par la plate-forme informelle dite *« Shanghai Cinq »*. En moins d'une trentaine d'années que de chemin parcouru dont témoignent les grands projets positifs réalisés et ceux aujourd'hui en chantier ! Vous avez deux mondes : l'ancien, le bloc occidental, négatif, qui enfonce les peuples dans la guerre et la récession, où les gens ont de plus en plus de difficultés à se soigner, s'éduquer, travailler, se loger, se chauffer, où la population en voie de précarisation augmente tandis que des richesses monumentales s'accumulent entre les mains d'une minorité de possédants. A l'opposé le monde de l'OCS, positif, va de succès en succès, pas à pas, dans le respect de la souveraineté de chaque peuple. Par exemple, la Fédération de Russie poursuit son développement malgré les sanctions occidentales. Elle est devenue le pays le plus autarcique du monde qui produit presque tout ce dont elle a besoin, possède des ressources qu'elle négocie avec ceux qui la respectent, dispose d'énormes réserves financières, développe son système de santé publique, construit des centaines de milliers de logements.

De même, la République populaire de Chine qui tout en ayant éradiqué l'extrême pauvreté et la pauvreté – près de 850 millions de personnes lors des sept dernières décennies – (www.french.china.org.cn), améliore continuellement la situation de toute la population. Le salaire moyen y est en constante augmentation tandis que les impôts et taxes diminuent[13] et les entreprises privées doivent consacrer l'essentiel de leurs ressources à leur

développement et à leur environnement. Avec son partenaire russe, la Chine construit, avec d'autres pays, des ponts entre les peuples pour renforcer la paix et développer des coopérations dans tous les domaines. Avec l'agonie de l'U.S. Imperium, ce monde positif qui émerge et se renforce est, à mon avis, l'événement essentiel de ces dernières années car il réunit des acteurs de convictions politiques, philosophiques, religieuses très différentes sur des projets communs tournés vers l'avenir et la paix.

Quels sont vos projets ?

J-L.I. : Nous allons publier au premier trimestre 2023 une nouvelle enquête sur un drame qui concerne tous les français sous le titre *L'abandon français* chez *IS Edition*. Nous montrons à partir du vécu quotidien des gens comment la pensée unique s'installe dans la société de manière perverse et influe sur notre comportement en nous inculquant les normes anglo-saxonnes. La France est un pays au riche patrimoine matériel et immatériel qui fit hier son rayonnement mais depuis les années soixante-dix tout part à vau l'eau. Aujourd'hui notre existence même comme Français est menacée. Il nous semble nécessaire de rappeler pourquoi, par qui et d'appeler à l'action pour reprendre *« les atouts France »*. Nous travaillons également sur un autre ouvrage qui traitera de la fin de règne de l'hégémonie étasunienne et du monde nouveau qui émerge avec l'OCS. Claude Janvier, qui anime l'émission Libre parole sur TV ADP (www.tvadp.fr), a également un autre ouvrage en cours.

De mon côté, j'ai plusieurs autres ouvrages en chantier. L'un d'entre eux mettra en cause les dirigeants de l'OMS avec l'Union européenne, dont des dirigeants français, dans une vaste affaire qui a eu pour conséquence le mort de milliers de personnes rien qu'en France. Une autre de mes enquêtes révélera dans une succession de chapitres plus ou moins longs et piquants les dessous de la construction de l'Union européenne, son bilan et le côté très *« maison close »* de la Commission européenne. Il est important de rappeler à la veille des élections des députés *« européens »* de 2024 que ceux-ci ne servent à rien si non à cautionner la division de l'Europe qui s'étend du détroit de Béring à la mer d'Irlande et à faire du versant ouest européen un protectorat de Washington meurtri par la crise et ses guerres. Également, mettre en lumière une autre possibilité de construction européenne débarrassée de l'actuelle structure pyramidale centralisée, de ses technocrates *« hors sol »* et des lobbies anglo-saxons ne devrait pas manquer de susciter l'intérêt des lecteurs.

Notes

1.Interview covid-19, Ivermectine présumé inefficace ? Nexus, n°139, mars-avril 2022

2.Alerte sur notre contrat social, par Hervé Sérieyx, éd. Eyrolles

3.Dette des Etats-Unis au mois de novembre 2022. La dette US totale ne se limite pas à la dette fédérale. Elle comprend aussi les dettes des ménages, des entreprises, des 50 États de l'union, des institutions locales et des institutions financières. L'évolution de la dette U.S. est consultable sur le site internet qui lui est dédié : www.usdebtclock.org.

4.La dédollarisation des économies, fin de l'ère de puissance des économies ? par Guillaume-Henri

Hurel, Ecole de guerre économique (www.ege.fr) 6 septembre 2021

5.Source : Rapport mensuel de situation Covid planétaire du 29 octobre 2022, 0h00GMT, tableaux et analyses commentés par le général Dominique Delawarde

6.Cancer, OMS (www.who.int), 10 février 2022

7.OMS, Les 10 principales causes de mortalité, 9 décembre 2020

8.Chaque jour 25 000 personnes meurent de faim, par John Holmes www.un.org

9.ONU, Rapport L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022, ONU (www.who.int), 6 juillet 2022

10.Des milliards de personnes respirent toujours un air pollué : nouvelles données de l'OMS, OMS (www.who.int), 4 avril 2022

11.Source : Organisation mondiale de la santé

12.BKK tire la sonnette d'alarme – Les effets secondaires de la vaccination totalement sous-estimés, Nordkurier, 23 février 2022

13.Conférence de presse de Liu Kun, ministre chinois des Finances, 22 février 2022

La source originale de cet article est Le Saker francophone
Copyright © Jean-Loup Izambert et Claude Janvier, Le Saker francophone, 2022

Articles Par : Jean-Loup Izambert et Claude Janvier

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca